

Note sur le bon usage des maladies

PAR PIERRE URI

LA contradiction qui domine la politique intérieure française est assez apparente. Au lendemain de la Libération, le pays s'est embarqué dans des réformes capables de changer à long terme la structure de l'économie. Les nationalisations enlevaient aux intérêts privés et remettaient aux représentants de la collectivité les industries fondamentales et les grandes institutions financières. Le programme de sécurité sociale équivalait à une vaste entreprise de redistribution des revenus. Le plan d'équipement plaçait l'industrie en face des tâches qu'elle avait à accomplir pour le développement et la survie du pays. Et pourtant la politique économique se déroule au jour le jour, se perd dans des mesures de détail, hésite entre des tendances divergentes ; est ballottée entre une volonté d'équilibre budgétaire et une résignation à abaisser les prix par des subventions ; entre des poussées de libéralisme et des accès de répression contre les prix qui se permettent de monter ; entre une attention au problème de l'équilibre des échanges extérieurs et des tentatives pour peser sur les prix par la restriction des exportations et le recours aux importations ; entre la primauté du redressement par l'équipement et celle de la stabilité par l'élargissement de la consommation. En ligne générale on en est à peu près revenu à admettre que ceux qui ont de l'argent puissent le dépenser sans limite, que les entreprises qui disposent de moyens financiers pratiquent les investissements qui leur conviennent, cependant qu'on renonce à assurer à tous les Français un minimum de subsistance et

SUR LE BON USAGE DES MALADIES

à axer l'économie sur la priorité de financement des investissements fondamentaux.

Le paradoxe n'est qu'apparent. L'attention, trop concentrée sur les principes, s'est détournée de leurs conditions de réalisation ; l'action s'est plus attachée à des réformes nominales qu'aux mécanismes réels qui les installent ou les annulent. Ainsi les nationalisations restent en l'air, sans qu'on voie bien ce qu'elles ont changé aux rapports de force entre l'État et l'économie, si ce n'est qu'elles ont fourni des débouchés à différentes sortes d'ambitions. Les prestations sociales multipliées ont été financées par des hausses de prix, c'est-à-dire qu'elles ont réduit la rémunération réelle et directe du travail. Le plan, enfin, n'a pas réussi à embrayer sur la conduite des affaires courantes.

Ce décalage a de graves conséquences. Les masses ne peuvent être mobilisées qu'un temps pour ce qui leur est présenté comme une conquête. Si l'action nécessaire pour les affermir n'est pas constamment menée, les transformations s'effritent ; les déficits jettent le discrédit sur les nationalisations ; les prestations sociales sont rongées par l'inflation ; les plans d'investissement et de reconstruction cèdent aux objections financières. Les désillusions rejettent l'opinion vers les formules, mêmes les plus cyniques ou les moins cohérentes, qui leur sont présentées comme une promesse de soulagement aux difficultés quotidiennes.

C'est que l'idée de l'établissement ou de la transformation d'un régime économique constitue largement une abstraction, que les rapports de puissance ou de propriété ne sont pas immédiatement sensibles dans la vie quotidienne. Qu'une usine soit exploitée par une compagnie privée, soit nationalisée ou enfin appartienne à l'ensemble d'une économie d'État, le travail dans sa réalité concrète n'y est pas sensiblement transformé ; l'exigence d'une discipline, faite de hiérarchie et d'obéissance aux ordres donnés, ne peut être effacée, car c'est l'état d'avancement de la technique qui règle les formes du travail, de même que ce sont les ressources et la productivité de l'économie qui commandent le niveau de vie. Entre le travail artisanal et la machine automatique s'introduisent tous les cercles de l'enfer qui accompagnent la mécanisation, et il n'y a pas de moyen miraculeux de sauter les intermédiaires.

Mais de même que le travail quotidien est réglé dans ses formes et dans sa peine par les techniques du moment, les lois de développement ne sont pas sensiblement différentes suivant les régimes économiques. Dans une collectivité où toutes

PIERRE URI

les ressources matérielles et toutes les forces de travail sont employées, il est vrai qu'on ne peut développer l'équipement à moins de détourner une partie des moyens de production qui auraient pu directement satisfaire la consommation. Si la productivité s'accroît à court terme, le niveau de vie n'est réduit que par rapport à ce qu'il aurait pu être ; si l'accroissement du rendement est différé, c'est une compression immédiate de la consommation qui se produit. Les plans quinquennaux soumettent la classe ouvrière à des tensions analogues à celles qui, au siècle dernier, accompagnèrent les débuts du grand capitalisme. Il n'y a pas même de régime collectiviste qui constitue par soi seul une garantie contre le chômage ; car il peut avoir deux origines : soit une insuffisance de la demande, soit l'absence partielle des facteurs de production complémentaires du travail. Dans ce deuxième cas, le chômage peut bien être masqué par une redistribution du travail disponible, ou par des emplois antiéconomiques de la main-d'œuvre, mais la perte de production n'en est pas moins présente.

Ainsi l'idée du socialisme a perdu de sa netteté et s'est dépouillée de ses espérances à mesure que le nom même en est plus généralement accepté ou adopté. C'est d'abord que, sous sa forme de doctrine de classe, il se heurte au fait de la division de la classe ouvrière. C'est aussi que l'expérience révèle par quel processus les régimes économiques se transforment dans une aire nationale, moins sous les effets d'une poussée intérieure que par la domination que les suites d'une guerre offrent aux armées étrangères : ainsi l'Europe du sud-est a passé d'un régime fasciste à une collectivisation étendue. Mais aussi les tentatives socialistes s'opposent à elles-mêmes l'obstacle de leurs erreurs techniques ; il ne suffit pas de mesures légales pour mettre sur pied un système d'entreprises publiques, pas plus que pour relever les salaires réels ; et les effets de mesures insuffisamment préparées se retournent souvent contre les intentions de ceux qui les ont conçues, et finalement contre l'ensemble même des positions qu'ils représentent.

Notre monde ne peut plus croire aux panacées. Une organisation économique quelle qu'elle soit ne vaut que par les tâches qui lui sont confiées et la manière dont elle est conduite. La collectivisation généralisée n'est pas même une garantie de libération des masses, elle n'exclut pas qu'à l'exploitation par les possédants se substitue une exploitation par les dirigeants, technocrates ou bureaucrates. Sans doute, abstraitement,

SUR LE BON USAGE DES MALADIES

offre-t-elle aux travailleurs la justification d'un effort plus libre et plus intense, parce qu'ils doivent se sentir collectivement les détenteurs de la richesse nationale. Mais ce ressort d'action a tôt fait de se détendre au contact des inégalités persistantes ou des misères perpétuées, tant qu'enfin la société collectiviste doit recourir aux stimulants monétaires les plus traditionnels, qu'elle double des plus vigoureuses contraintes.

L'idyllique conception d'une généralisation de l'organisation coopérative risque de dissoudre ce qu'il y a de clair et de solide dans la forme d'entreprise qu'elle invoque. La coopération permet essentiellement, dans le secteur agricole et dans celui de la distribution, l'introduction d'une concentration de type non capitaliste, c'est-à-dire qu'elle lève les objections sociales à la rationalisation des structures. Elle fournit aussi une garantie contre les erreurs du calcul économique, puisque, si les prix sont fixés trop haut ou trop bas, ce que le coopérateur perd ou gagne comme acheteur il le gagne ou le perd comme actionnaire. La coopération réalise ainsi un circuit fermé, mais elle ne change pas fondamentalement les rapports entre employeurs et salariés ; c'est risquer de la déconsidérer, en promettant plus qu'elle ne peut rendre, que de la présenter comme l'équivalent d'une révolution sociale.

L'expérience prouve enfin que les nationalisations, même appliquées à des secteurs essentiels, peuvent fort bien perdre jusqu'à leur raison d'être si elles ne sont pas accrochées aux deux tâches essentielles qui peuvent en être attendues : une forme plus efficace d'organisation dans les secteurs où le monopole s'impose pour des raisons strictement économiques ; un instrument vigoureux au service d'un plan économique défini. Faute de ces deux efforts la nationalisation ne résout rien ; tout au plus satisfait-elle quelques ressentiments et offre-t-elle des places, suivant les secteurs, aux politiciens ou aux fonctionnaires.

Les plus vastes réformes et, à l'autre extrême, les ajustements et les tâtonnements de l'action quotidienne sont en échec, à défaut de quelques conceptions claires et de quelques volontés résolues, concernant les tâches qu'une économie doit accomplir ; entre la construction d'un régime économique et l'empirisme de la politique économique, on ne se soustrait pas sans péril à la nécessité de concevoir un plan.

Il en est de toutes sortes, y compris les plans implicites. Renoncer aux subventions, au rationnement, au contrôle des

PIERRE URI

prix, c'est encore se rallier à une conception d'ensemble suivant laquelle on laisse à la répartition effective des revenus, à l'orientation de la demande qui en découle, si inéquitable que soit l'une, si gaspilleuse que soit l'autre, le soin de diriger la production et de régler l'économie. Ce renoncement apparent n'est pas une prise de position moins tranchée que les tentatives adverses ; il explicite une bonne dose d'inconscience ou de cynisme, s'il n'espère rétablir l'équilibre dans la pénurie qu'en sacrifiant délibérément les classes les moins favorisées de la nation.

Les tâches qu'il appartient à la France d'accomplir sont assez claires, mais elles ne s'accompliront pas sans des choix résolus et même sans un renversement des préjugés et des abandons où elle se complait. Le problème n'est pas, comme dans d'autres pays, de préparer une politique de plein emploi de la main-d'œuvre, de lutte contre les risques d'un chômage de masse ; l'économie française n'a pas atteint un stade assez évolué pour que cette menace soit dominante ; il n'est plus probable au surplus que le monde se laisse entraîner à nouveau dans une résignation à ces contradictions absurdes d'une masse de besoins insatisfaits, d'une masse de ressources inemployées. Le problème, au contraire, pour la France est de développer à plein sa propre capacité de production, dans un sens et sous des formes telles qu'elle assure son indépendance économique et accomplisse sa propre réconciliation interne.

Cette exigence met au premier plan les difficultés de la balance des paiements. C'est un signe tragique de lâcheté ou de consentement à l'abaissement durable du pays, que ce problème n'ait pas été porté devant l'opinion publique avec toute l'orchestration et la solennité qu'il requiert. On trouve naturel de recourir à l'importation d'articles que nous pouvons produire nous-mêmes plutôt que de mettre en œuvre les moyens de faire sortir les approvisionnements nationaux ; on laisse planer le doute sur l'intérêt vital d'un accroissement des exportations, comme si elles n'avaient d'autre effet que de vider le marché intérieur et non d'obtenir en échange des fournitures plus essentielles. Un pays qui n'équilibrait sa balance avant la guerre que par les revenus de son portefeuille étranger, et qui a peu à peu liquidé ses avoirs extérieurs, n'a d'autres possibilités à long terme que de réduire ses importations, c'est-à-dire d'abaisser son niveau de vie et de consentir à l'appauvrissement général du monde qui résulte d'une contraction des échanges ; ou bien de se résigner durablement à être subventionné par l'étranger, quelque abandon de souveraineté dont ces subsides s'accom-

SUR LE BON USAGE DES MALADIES

pagnent ; ou de se tirer d'affaire par un effort décisif qui porte ses exportations au niveau nécessaire pour payer ses propres achats. Encore convient-il d'éclairer l'effort par une étude soigneuse des changements intervenus dans la situation internationale et de l'évolution des marchés. Une campagne d'exportation ne peut être une simple extrapolation des ventes traditionnelles, alors même qu'elles étaient déjà déclinantes, elle doit tenir compte de la disparition de certains concurrents, de l'équipement de pays nouveaux, des chances que l'accroissement du revenu et la diversification des besoins d'un certain nombre de pays donnent au placement des articles les plus originaux ou les mieux finis. Le difficile est qu'un calcul en termes de quantités ne répond pas au problème. Les rapports de prix entre les produits alimentaires, les matières premières, les produits manufacturés pour l'équipement ou la consommation ne restent pas inchangés, et il ne s'agit pas d'équilibrer des tonnages, mais des recettes et des dépenses. Au surplus les besoins d'importations, les types d'exportations sont relatifs à la structure de l'économie interne, à ses modes de production, à sa situation financière, aux modes de direction et de contrôle dont elle conserve l'usage. Il est nécessaire pour l'honneur du pays d'accrocher le plan général de son développement aux objectifs de ses échanges avec le dehors, mais en même temps indispensable pour l'action d'apercevoir la relation réciproque entre ses échanges et les caractéristiques techniques et financières de son économie.

Un pays qui au cours d'une période donnée sollicite ou accepte des aides extérieures ne peut se dispenser de les mettre à profit pour développer sa propre efficacité. Cet impératif, aussi bien que le souci d'un relèvement du niveau de vie de la population, commande un effort d'équipement. Mais il faut faire face sans ambiguïté aux problèmes sociaux qu'il soulève, et qui sont de deux ordres. Développer l'équipement, c'est accroître le capital national ; mais il n'en va pas du capital comme du revenu : on peut tenter par diverses voies une répartition plus égale du revenu national ; le capital national, pour sa part la plus importante et la plus décisive, n'est jamais réparti qu'entre ceux qui sont propriétaires des moyens de production. La nationalisation des secteurs clefs est au moins une solution négative ; les accroissements de capital qui s'y réalisent n'y sont particulièrement la propriété de personne. Si un développement du capital national ne va pas sans une inégalité croissante dans la distribution de la fortune nationale, encore faut-il s'assurer que les avantages du surcroît de production qui en

PIERRE URI

découle bénéficient à l'ensemble de la collectivité. Or, dans un monde de monopoles, l'abaissement des prix de revient ne s'accompagne pas automatiquement d'un abaissement des prix de vente. Au surplus si, à côté des entreprises nouvellement équipées, une fraction de la production doit encore être assurée par des entreprises d'un type plus ancien, les plus efficaces vont bénéficier d'une rente qui résulte de cette disparité de structure ; elle ne saurait sans injustice rester aux mains de leurs propriétaires. Mais à l'inverse il faut bien concevoir qu'un renouvellement de l'équipement et de la technique ne peut s'accomplir sans que, dans de nombreux secteurs, les entreprises inefficaces ou d'un type d'organisation arriérée doivent disparaître. Cette conséquence doit être aperçue sans faiblesse. Or elle va directement à l'encontre des préoccupations les plus enracinées de la politique économique française : le souci de maintenir en activité toutes les entreprises quelles qu'elles soient et, si même à certains moments l'ouverture de nouvelles entreprises est volontiers interdite, une défense et une conservation résolues des situations acquises.

Il n'en va pas autrement des effets de la rationalisation nécessaire. Il est probable que les Français portent une attention disproportionnée à la nécessité de renouveler et de moderniser l'équipement, sans mesurer ce qui peut être tiré, pour un accroissement du rendement, d'un changement des méthodes de travail dans le cadre même de l'équipement existant. Colin Clark remarquait qu'au cours de l'entre-deux guerres l'accroissement considérable de la productivité américaine s'était accompli sans accroissement notable de l'équipement. Il faut savoir qu'en France il existe, d'après les statistiques de l'administration du chiffre d'affaires, près de 2 millions d'entreprises pour 8 millions de salariés, dans le commerce, l'industrie et les transports ; il y a d'autre part 2 millions et demi d'exploitations agricoles sur 32 millions d'hectares. Il est vrai que les gains qu'assurent ces exploitations sont payés par un travail considérable de l'exploitant. Mais c'est là une mauvaise justification ; le travail n'y est si considérable que parce qu'il est mal organisé. Le boutiquier qui passe autant de temps à acheter qu'à vendre, pourrait dans le même temps acheter ce que dix personnes pourraient vendre ; l'agriculteur dépense une partie de sa journée à se rendre d'un champ à l'autre, à faire avec ses animaux ou à la main ce qu'il pourrait faire mécaniquement. Mais il n'y a pas de rationalisation possible si l'on n'accepte d'envisager qu'une partie de la population devra changer d'emploi. Et l'équipement et la rationalisation vont de pair, sous peine

SUR LE BON USAGE DES MALADIES

que l'équipement ne trouve pas de débouchés, ou que la rationalisation dégage des ressources en main-d'œuvre et en machines qui ne trouveront pas pour s'employer les approvisionnements nécessaires.

On peut regretter la disparition inévitable d'un bon nombre de situations indépendantes, s'interroger si ce n'est pas payer trop cher un accroissement de la richesse collective et du bien-être matériel que de fermer à une partie des hommes la perspective d'être un jour leurs maîtres dans une exploitation bien à eux. Mais entre le rêve ruskinien et les lois de la production moderne, la France n'a pas le choix. Contre la pression de la concurrence, un protectionnisme intérieur peut être longtemps efficace, du type de celui qui fait obstacle au développement du commerce concentré et même, dans certains secteurs, de la fabrication en série. Mais ces jeux ruineux ne sont pas compatibles avec les compétitions de la puissance. Il faut donc chercher dans une autre voie les formes de la promotion sociale.



Dans une formule sur laquelle un accord assez général peut se faire, l'économiste Pigou disait que les trois règles de la politique économique étaient l'accroissement du revenu national, une plus grande régularité dans son développement, une plus grande égalité dans sa répartition. En un sens l'accroissement même de la production tend à diminuer la dispersion des revenus, et même à réduire, sinon le volume des profits, au moins leur part relative, par la disparition des rentes de rareté. Il est vrai qu'inversement il y a des limites à l'égalité compatible avec le développement maximum de la production. Il faut remarquer d'ailleurs qu'une plus grande égalité dans la répartition des revenus ne va pas elle-même sans bouleverser des situations. Une action à court terme est possible en France dans cette voie : à considérer l'incroyable répartition de l'impôt, l'écart entre sa charge théorique et sa masse effective, entre les avantages accordés par les textes aux revenus du travail, et la part démesurée qu'ils supportent en fait dans le fardeau fiscal, il apparaît qu'aucune réforme n'est plus urgente que celle-là. Elle est d'ailleurs elle-même le gage de l'indépendance économique du pays, parce qu'il est inadmissible qu'il ait besoin d'aide pour couvrir les dépenses publiques, et parce que la restriction de la demande intérieure que réalise l'impôt est l'un des moyens les plus sûrs de réaliser sans perturbation

un surplus exportable ; tel est le sens de l'énorme excédent budgétaire, de l'ordre de 300 milliards de francs, que l'Angleterre s'est fixé pour cette année. Mais réduire la consommation somptuaire des classes les plus aisées de la population, c'est aussi bien mettre en difficulté ceux qui travaillent pour satisfaire cette demande. Il n'est pas loyalement possible de réclamer une imposition lourde et effective des plus gros revenus, et de protester si, parmi les midinettes et les barmen, il se produit quelque chômage. Encore une fois il faut savoir ce que l'on veut et reconnaître les contradictions à surmonter. Il n'est pas davantage permis d'opérer une redistribution apparente des revenus à l'aide de prestations sociales et de subventions si elles sont accordées sans la contrepartie d'un prélèvement sur d'autres revenus, et rien n'est plus hypocrite que les votes unanimes pour le relèvement des allocations sociales dans l'agriculture, les majorations de la retraite des vieux, la révision des rentes viagères, sans qu'on ait le courage d'énoncer à qui les sommes correspondantes seront prises. Donner à tous sans reprendre à personne, telle est la formule française de l'inflation, mais elle a tôt fait d'amenuiser par la hausse des prix les libéralités consenties.

Il y a une forme d'égalité qui se concilie sans aucun doute avec la productivité, qui même ne peut manquer de l'accroître, c'est celle qui garantit à tous les chances de tirer le meilleur parti de leurs efforts et de leurs dons. Là se découvrent les égalités essentielles, celles qui accordent à tous le minimum de subsistance nécessaire pour entretenir l'effort productif, les moyens de se soigner, les moyens de prendre du repos, les moyens surtout d'accéder à toutes les études dont ils sont capables. Mais il faut bien voir que ces égalités-là, qui loin d'être contraires à l'inégalité naturelle des esprits, lui donnent la possibilité de se manifester sans entraves, ne se réalisent que par une organisation délibérée qui relève de l'action publique. Il faut donc en finir une bonne fois avec les récriminations contre l'accroissement des dépenses publiques, contre leur justification au nom de la lutte contre l'inflation. Si l'inflation résulte de l'excès des demandes sur les ressources, on ne voit pas pourquoi on couperait d'abord les dépenses qui répondent aux plus hautes priorités sociales et à la préparation d'un avenir plus vigoureux et moins inique. Les subventions à la famille, les dépenses d'enseignement et d'hygiène, la remise en état des routes et des ports, ces exigences de l'avenir français signifient qu'il ne peut être question sans mensonges de réduire les contributions des citoyens à l'État, parce qu'elles sont

SUR LE BON USAGE DES MALADIES

la voie véritable de la stabilisation, et en même temps d'un rééquilibrage des échanges, le procédé d'égalisation des revenus, le gage de ce minimum de socialisme que constituent l'aide publique aux charges familiales, la gratuité effective de l'enseignement y compris l'entretien de ceux qui étudient, d'un mot l'égalisation des chances.

Mais il n'y a pas de changement, même aussi désirable que ceux-là, comme il n'y a pas de progrès économique qui puisse s'accomplir sans bouleverser certaines situations acquises. Il s'agit de savoir si les Français continueront d'accepter de végéter pourvu qu'ils végètent tous et toujours à la même place, ou s'ils reprendront le goût du changement qui est la marque véritable de la jeunesse d'une nation. Il apparaît aussi que cette mesure de socialisation nécessaire, sans laquelle aucun effort en commun ne sera possible, tend pour une part à rompre le lien de la rémunération et de l'effort accompli. Là se situe finalement la clef de tout progrès dans l'organisation sociale, dans cette acceptation qu'une partie au moins de l'effort de chacun aille à des fins collectives, dont le bénéfice n'est pas proportionnel à la contribution consentie. Encore doit-on souligner que ces réalisations ne seront collectives que par les moyens qu'elles comportent, mais qu'elles trouvent leur sens et leur réalité concrète dans le développement qu'elles offrent à la personne.

Dans la mesure où se produira ce renversement partiel des mobiles de l'effort, dans la mesure aussi où l'égalisation des chances permettra à chacun d'accomplir sans entraves sa vocation, la transformation sociale n'aura pas accru l'agrément de la vie quotidienne — elle n'en a pas le pouvoir, et seule l'évolution technique s'y montre efficace — mais elle lui aura rendu la joie.

P. URI.

